



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

POUR LES EXERCICES CLOS
LES 31 MAI 2015 ET 2014



RAPPORT DE GESTION PAR LA DIRECTION

Ce rapport de gestion explique les états consolidés du résultat net et global, les variations de la situation financière et des flux de trésorerie consolidés de ZoomMed inc. pour les exercices clos le 31 mai 2015 et le 31 mai 2014. Il doit être lu dans le contexte de l'information fournie par les états financiers audités et consolidés et par les notes y afférentes aux 31 mai 2015 et 31 mai 2014. De plus, certains résultats d'opération, variations de la situation financière et flux de trésorerie sont comparés avec les données de l'exercice financier clos le 31 mai 2013.

Cette analyse de la direction a été complétée en fonction des informations disponibles au 18 septembre 2015. Cette analyse reflète la situation financière de ZoomMed inc. et ses filiales (la « société »).

Toutes les données financières contenues dans cette analyse ont été dressées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Tous les montants sont exprimés en dollars canadiens.

Ce rapport de gestion peut contenir des informations et des déclarations, de nature prospective, relatives à la performance future de la société. Ces déclarations sont effectuées sur la base de suppositions et d'incertitudes ainsi que sur la meilleure évaluation possible des événements futurs par la direction. Ainsi, les lecteurs sont avisés que les résultats réels peuvent être différents des résultats anticipés.

Ce rapport de gestion et les états financiers consolidés intermédiaires ont été soumis au comité d'audit et approuvés par le conseil d'administration.

DESCRIPTION DE L'ENTREPRISE

ZoomMed inc. (« ZoomMed ») a été constituée le 24 février 2005 en vertu de la Loi canadienne sur les sociétés par actions.

ZoomMed inc. et ses filiales (la « société ») se consacrent au développement et la commercialisation d'une gamme étendue d'applications informatiques destinées aux professionnels de la santé.

La société a développé le « Prescripteur ZRx », une application technologique Web innovatrice permettant aux médecins de générer rapidement des prescriptions sur leur ordinateur, tablette ou téléphone intelligent. Puisqu'il est un produit autonome, il peut être facilement intégré à n'importe quelle application de Dossier Médical Électronique (DMÉ). Le réseau de communication ZoomMed est une plateforme d'échange d'informations cliniques entre les médecins et l'ensemble des autres intervenants du secteur de la santé, tels que les pharmaciens, spécialistes, compagnies pharmaceutiques, assureurs privés, laboratoires, cliniques spécialisées et autres. Ce réseau inclut notamment, la plateforme « Accès ZRx » qui permet l'échange bidirectionnel d'information sur les prescriptions entre les médecins et les pharmaciens, ainsi que « ZRx bénéfiques » permettant la transmission de certaines informations des plans d'assurance des sociétés d'assurance afin d'informer les médecins sur le type de couverture de leur patient au moment où ils remplissent l'ordonnance.

La société détient « PraxisLab » un nouveau logiciel de gestion de laboratoire qui améliore tous les aspects de la préparation des ordonnances et de la gestion complète des dossiers patients des pharmaciens. PraxisLab utilise les protocoles et les normes informatiques les plus récents.

Il est à noter que le 2 septembre 2014, la société a vendu à Émergis Inc., membre du groupe Telus Solutions Santé « Telus Santé » la technologie de son Prescripteur ZRx pour le marché Canadien et octroyé 50 % du droit de propriété intellectuelle dans le monde entier, à l'exception du Canada, des États-Unis et du Royaume Uni (Note 4). La société poursuivra la commercialisation de ce produit pour les marchés internationaux, plus spécifiquement les États-Unis et le Royaume-Uni.

En 2011, afin de pouvoir opérer aux États-Unis, le Prescripteur ZRx a obtenu sa certification « Surescripts », le plus vaste réseau national de communication d'information de la santé aux États-Unis. Ainsi le Prescripteur ZRx est déjà branché à plus de 60 000 pharmacies et à la majorité des assureurs et payeurs de médicaments.

En avril 2013, la société avait conclu avec EvEMR inc., un accord de licence exclusive concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du Prescripteur ZRx aux États-Unis. Cet accord a été résilié par la société au plus tard le 30 décembre 2014 en raison de nombreux défauts importants par EvEMR inc. aux termes de cet accord de licence. À ce jour, la société détient donc tous les droits de distribution, de licence et de sous-licence du Prescripteur ZRx pour le marché Américain

Comme la société a effectué jusqu'à ce jour beaucoup de travail pour le marché Américain, son plan d'affaires à court terme prévoit de poursuivre le développement de ce marché et par la suite débiter la commercialisation au Royaume-Uni.



Les actions ordinaires de ZoomMed inc. se transigent sur le marché de la Bourse de croissance TSX à Toronto, sous le symbole ZMD.

L'adresse du siège social de la société est 6300 avenue Auteuil, bureau 121, Brossard, Québec, Canada, J4Z 3P2.

CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Compte tenu de la transaction du 2 septembre 2014 avec Telus Santé, la société a cédé certaines activités pour la région géographique du Canada. Selon l'IFRS 5, la société doit présenter et fournir des informations qui permettent d'évaluer les effets financiers des activités abandonnées d'une région géographique.

Certains chiffres des exercices 2014 et 2013 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2015. Le classement a consisté à répartir les revenus et dépenses reliés aux activités abandonnées d'une région géographique.

SITUATION FINANCIÈRE INFORMATIONS ANNUELLES SÉLECTIONNÉES

	31 mai 2015	31 mai 2014	31 mai 2013
Trésorerie et équivalents de trésorerie	574 273 \$	159 921 \$	365 824 \$
Immobilisations corporelles	4 885 \$	24 365 \$	91 372 \$
Actifs incorporels	1 035 619 \$	894 415 \$	2 407 503 \$
Participation dans une coentreprise	- \$	- \$	1 052 786 \$
Actif total	1 965 887 \$	1 766 139 \$	5 329 855 \$
Revenus reportés (court et long terme)	- \$	734 864 \$	1 033 110 \$
Débeture non convertible	- \$	1 783 457 \$	- \$
Débeture convertible	- \$	- \$	1 452 178 \$
Prêt court terme	- \$	377 856 \$	- \$
Capitaux propres	1 423 241 \$	(2 407 542) \$	2 156 069 \$
Capital social	25 509 437 \$	25 509 437 \$	25 438 120 \$

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015, la situation financière de la société a changé de façon considérable. Le 2 septembre 2014, la société a conclu une entente avec Telus Santé afin de vendre un intérêt dans la technologie sous-jacente de son Prescripteur ZRx pour le Canada et aussi vendre certaines activités connexes au Canada pour une somme pouvant atteindre 6 800 000 \$. De plus, la société et Telus Santé se partageront la propriété intellectuelle du Prescripteur ZRx pour le restant du monde à l'exception des États-Unis et du Royaume-Uni strictement réservé à la société.

Compte tenu que Telus Santé détient la propriété intellectuelle exclusive du Prescripteur ZRx pour le Canada, la présentation de la transaction et toutes les activités reliées au marché canadien, pour l'exercice clos le 31 mai 2015, sont présentés globalement sous la rubrique activités abandonnées d'une région géographique. Les activités reliées au marché canadien sont détaillés à la note 4 des états financiers et de plus cette note est reproduite dans le présent document à la section réservée à cet effet

En résumé, les termes et conditions d'achat de cette entente sont de 6 800 000 \$ et incluent un versement initial en argent de 4 756 371 \$, un ajustement relatif aux revenus reportés des compagnies pharmaceutiques pour la somme de 493 629 \$, un montant fixe de 250 000 \$ versé le 28 février 2015, ainsi que 1 300 000 \$ en paiement éventuel sujet à certaines conditions. Au 31 mai 2015, 72 % de ces conditions avaient été rencontrées et un montant de 942 060 \$ a été enregistré à titre de produit de la vente.

La société a utilisé les fonds générés par cette transaction pour le remboursement de la débeture non convertible existante, pour une somme en capital et intérêts totalisant 2 134 866 \$. La société a obtenu quittance complète, finale et définitive du créancier et le solde a été versé au fonds de roulement dans le but d'investir dans la commercialisation et le déploiement de la technologie du Prescripteur ZRx à travers le monde, mais en accordant pour le moment la priorité au marché américain.



Au 31 mai 2015, la baisse des immobilisations corporelles est attribuable au transfert des équipements de déploiement au moment de la transaction du 2 septembre 2014. Pour les exercices 2014 et 2013 la baisse a été attribuable à l'amortissement selon le mode linéaire de ces immobilisations.

Au 31 mai 2015, les actifs incorporels s'élèvent à 1 035 619 \$ comparativement à 894 415 \$ au 31 mai 2014 et à 2 407 503 \$ au 31 mai 2013. Les variations s'expliquent par l'enregistrement de dépréciation et par la reprise de valeur sur certains de ces actifs incorporels.

Prescripteur ZRx

Le 2 septembre 2014, la société a procédé à un test de dépréciation suite à la vente des droits d'exploitation sur le marché canadien pour l'actif intangible du Prescripteur ZRx tel que précisé dans ses méthodes comptables. Compte tenu de la vente des activités du marché Canadien à Telus Santé la société doit démontrer des flux de trésorerie estimatifs pour les marchés des États-Unis et du Royaume-Uni. La société estime qu'en date du 31 mai 2015 l'avancement accomplie dans la réalisation de son plan d'affaires pour les marchés internationaux, ne permet pas d'évaluer avec des flux de trésorerie futurs estimatifs la juste valeur comptable du Prescripteur ZRx. Une dépréciation a donc été enregistrée. Cependant si les éléments probants contenus dans les hypothèses des flux de trésorerie futurs estimatifs sont susceptibles de se réaliser au cours des périodes du prochain exercice financier, la société effectuera une reprise de valeur. Au cours des exercices 2014 et 2013 la baisse imputable à cet actif incorporel a été attribuable à l'amortissement selon le mode linéaire sur sa durée d'utilité.

Logiciel d'officine en pharmacie PraxisLab

Au 31 mai 2015, la société a démontré que des indicateurs de marché importants ayant un effet favorable sur la valeur d'utilité et la juste valeur de l'actif incorporel PraxisLab sont susceptibles de se matérialiser dans un proche avenir. Il a été démontré par des éléments probants provenant du système d'information interne que la performance économique de cet actif est supérieure à sa valeur nette actuelle après reprise de valeur. Une reprise de valeur de 1 035 619 \$ a donc été comptabilisée.

Cet actif incorporel a été déprécié lors des exercices financiers de 2014 et de 2013. Au 31 mai 2013, la société a procédé à un test de dépréciation annuel de PraxisLab et la valeur d'utilité obtenue a été estimée à 1 383 584 \$. Comme cette valeur était inférieure à sa valeur comptable de 2 001 244 \$, à pareille date, une dépréciation de 617 660 \$ a été reconnue. Au 31 mai 2014, la société a effectué à nouveau un test de dépréciation annuel pour le logiciel PraxisLab, tel que précisé dans ses méthodes comptables. La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du logiciel PraxisLab de façon significative, la nouvelle valeur établie étant inférieure à la valeur comptable de 1 106 657 \$ à pareille date, une dépréciation totale de ce montant a été reconnue suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation.

Suite à un test de dépréciation effectué au 31 mai 2014, la participation dans la coentreprise a été radiée. La co-entreprise EvEMR inc. a été initialement mise sur pied pour développer et distribuer des produits s'adressant aux professionnels en soins en santé comportementale sur le marché américain. Au 31 mai 2014, aucun plan de développement n'était en place et la société a évalué que la meilleure prévision des flux de trésorerie futurs estimatifs pour EvEMR inc. était nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité était nulle. Au 31 mai 2013, la participation dans la coentreprise EvEMR inc. était de 1 052 786 \$.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 1 423 241 \$ au 31 mai 2015, (2 407 542) \$ au 31 mai 2014 et 2 156 069 \$ au 31 mai 2013. L'augmentation de 3 830 783 \$ constatée au 31 mai 2015 est expliquée par la transaction du 2 septembre, qui a dégagé un gain net de 5 055 693 \$ et par la reprise de valeur du logiciel d'officine en pharmacie PraxisLab au montant de 1 035 619 \$. La baisse constatée au 31 mai 2014 a principalement été attribuable à la perte de l'exercice qui inclut notamment une dépréciation d'actifs totale de 1 146 167 \$.



RÉSULTAT NET ET GLOBAL INFORMATIONS ANNUELLES SÉLECTIONNÉES

Afin de refléter toutes les activités de la société, l'analyse comparative des trois derniers exercices est présentée en trois tableaux distincts, dans lesquels sont présentés les activités poursuivies, les activités abandonnées ainsi que la somme de ces deux champs d'activités. En ce qui a trait aux activités abandonnées, les informations pour les exercices 2014 et 2013 représentent une période d'opération de 12 mois tandis que pour l'exercice 2015 ces activités ne représentent que 3 mois d'opération compte tenu de la vente à Telus Santé le 2 septembre 2014.

EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2015	Activités poursuivies	Activités abandonnées	Total
Chiffre d'affaires	- \$	341 860 \$	341 860 \$
Gain sur cession d'actif incorporel	- \$	5 990 591 \$	5 990 591 \$
Frais de vente	135 772 \$	344 351 \$	480 123 \$
Frais d'administration	1 019 660 \$	350 037 \$	1 369 697 \$
Frais d'opération	205 446 \$	174 343 \$	379 789 \$
Frais de développement	343 383 \$	65 318 \$	408 701 \$
Frais financiers	8 493 \$	141 122 \$	149 615 \$
Dépréciation (reprise de perte de valeur) d'actifs	(219 377) \$	- \$	(219 377) \$
Bénéfice (perte) avant quote-part dans coentreprises	(1 493 377) \$	5 257 280 \$	3 763 903 \$
Quote-part du résultat net dans coentreprises	- \$	- \$	- \$
Résultat net et global	(734 377) \$	4 498 280 \$	3 763 903 \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,005) \$	0,033 \$	0,028 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	135 591 268	135 591 268	135 591 268
EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2014	Activités poursuivies	Activités abandonnées	Total
Chiffre d'affaires	- \$	1 738 763 \$	1 738 763 \$
Gain sur cession d'actif incorporel	500 000 \$	- \$	500 000 \$
Frais de vente	135 152 \$	537 296 \$	672 448 \$
Frais d'administration	648 083 \$	502 050 \$	1 150 133 \$
Frais d'opération	101 535 \$	519 707 \$	621 242 \$
Frais de développement	1 318 026 \$	353 042 \$	1 671 068 \$
Frais financiers	5 501 \$	627 274 \$	632 775 \$
Dépréciation (reprise) d'actifs	1 146 167 \$	- \$	1 146 167 \$
Bénéfice (perte) avant quote-part dans coentreprises	(2 854 464) \$	(800 606) \$	(3 655 070) \$
Quote-part du résultat net dans coentreprises	(979 858) \$	- \$	(979 858) \$
Résultat net et global	(3 834 322) \$	(800 606) \$	(4 634 928) \$
Résultat net de base et dilué par action	(0,029) \$	(0,006) \$	(0,035) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	132 454 939	132 454 939	132 454 939
EXERCICE CLOS LE 31 MAI 2013	Activités poursuivies	Activités abandonnées	Total
Chiffre d'affaires	4 978 018 \$	2 828 366 \$	7 806 384 \$
Gain sur cession d'actif incorporel	- \$	- \$	- \$
Frais de vente	134 159 \$	653 839 \$	787 998 \$
Frais d'administration	665 848 \$	736 642 \$	1 402 490 \$
Frais d'opération	77 047 \$	790 627 \$	867 674 \$
Frais de développement	666 858 \$	662 571 \$	1 329 429 \$
Frais financiers	7 442 \$	364 904 \$	372 346 \$
Dépréciation (reprise) d'actifs	617 660 \$	- \$	617 660 \$
Bénéfice (perte) avant quote-part dans coentreprises	2 809 004 \$	(380 217) \$	2 428 787 \$
Quote-part du résultat net dans coentreprises	(1 007 705) \$	- \$	(1 007 705) \$
Résultat net et global	1 801 299 \$	(380 217) \$	1 421 082 \$
Résultat net de base et dilué par action	0,014 \$	(0,003) \$	0,011 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	130 474 687	130 474 687	130 474 687



Pour les exercices clos les 31 mai 2015 et 2014, le chiffre d'affaires (341 860 \$ pour 2015 et 1 738 763 \$ pour 2014) est totalement attribué aux activités abandonnées. La diminution en 2015 s'explique par une période d'exploitation de 3 mois comparative à une période de 12 mois pour l'exercice de 2014. Par contre, pour l'exercice clos le 31 mai 2013, en plus des revenus générés par le réseau de communication de ZoomMed au montant de 2 828 366 \$, la société a vendu une licence concernant les droits de distribution de son Prescripteur ZRx aux États-Unis et a fait le développement de produits spécifiques représentant la somme de 4 978 018 \$.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2015, la société a réalisé un gain sur cession d'actif incorporel de 5 990 591 \$ pour la vente du marché canadien à Telus Santé. Pour l'exercice clos le 31 mai 2014, la société a réalisé un gain sur cession d'actif incorporel de 500 000 \$ pour la vente de la copropriété indivise de la propriété intellectuelle, du logiciel d'officine en pharmacie PraxisLab. Pour l'exercice clos le 31 mai 2013 aucun gain sur cession d'actif incorporel n'a été réalisé.

En 2015, la diminution des frais de vente, d'opération et de développement est expliquée par le transfert des employés chez Telus Santé le 2 septembre 2014. Seul le personnel clé pour le développement, des marchés aux États-Unis et au Royaume-Uni, est demeuré en poste. Pour les années 2014 et 2013 les frais de vente sont demeurés stables et la diminution des frais d'opération est en partie attribuable à l'évolution des technologies utilisées qui avait simplifié le déploiement de nos services, ainsi que la standardisation et l'automatisation des processus de formation de la clientèle.

Les frais d'administration sont demeurés stables au cours des trois derniers exercices et s'élèvent à 1 369 697 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015 comparativement à 1 150 133 \$ pour 2014 et 1 402 490 \$ pour 2013.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2015, les frais financiers totalisent 149 615 \$ comparativement à 632 775 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014 et à 372 346 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013. La majorité des frais financiers des 3 exercices sont reliés à la débenture et sont classés dans la section des activités abandonnées. La baisse pour l'exercice 2015 est expliquée par le remboursement de la débenture qui a eu lieu en septembre 2014.

Pour les exercices clos les 31 mai 2015, 2014 et 2013, la variation nette des actifs intangibles est attribuable aux dépréciations ainsi qu'à la reprise de perte de valeur de ces actifs (détaillée précédemment dans la section situation financière de la société).

La quote-part dans les coentreprises est inexistante au 31 mai 2015 et totalisait (979 858) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014 et (1 007 705) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013. Au 31 mai 2014, la société a enregistré une dépréciation d'actifs pour la participation dans les coentreprises œuvrant à la commercialisation d'un système de Dossier Médical Électronique s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale.

Globalement le résultat net et global de la société génère un bénéfice de 3 763 903 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015 comparativement à une perte de 4 634 928 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014 et un bénéfice de 1 421 082 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2013.

Au 31 mai 2015, le résultat net de base et dilué par action pour les activités poursuivies est de (0,005) \$ pour 2015, de (0,029) \$ pour 2014 et de 0,014 \$ pour 2013. Le résultat net de base et dilué par action pour les activités abandonnées a été de 0,033 \$ pour 2015, (0,006) \$ pour 2014 et (0,003) \$ pour 2013.

Les informations trimestrielles suivantes sont présentées sur la même base que dans les états financiers annuels consolidés. Les montants figurant ci-dessous représentent avec justesse les résultats trimestriels non audités qui doivent être lus en parallèle avec les états financiers audités et consolidés annuels et les notes y afférentes de la société.

Compte tenu que la présentation de l'état consolidé du résultat net et global fait une distinction entre les activités poursuivies et les activités abandonnées, la même structure a été conservée pour les informations trimestrielles.

RÉSULTAT NET ET GLOBAL

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES SÉLECTIONNÉES – 2015

	Q4-2015	Q3-2015	Q2-2015	Q1-2015
Gain sur cession d'actif incorporel	- \$	- \$	- \$	- \$
Frais d'exploitation ^{(1) (3)}	(680 125) \$	479 990 \$	1 221 233 \$	472 279 \$
Quote-part du résultat net dans des coentreprises	- \$	- \$	- \$	- \$
Bénéfice net (perte nette) et résultat global lié aux activités poursuivies	1 439 125 \$	(479 990) \$	(1 221 233) \$	(472 279) \$
Bénéfice net (perte nette) et résultat global lié aux activités abandonnées	(892 712)	(39 083)	5 754 874	(325 799)
Résultat net et résultat global	1 345 491 \$	(519 073) \$	3 735 563 \$	(798 078) \$
Résultat net de base et dilué par action lié aux activités poursuivies	0,010 \$	(0,004) \$	0,028 \$	(0,006) \$

INFORMATIONS TRIMESTRIELLES SÉLECTIONNÉES – 2014

	Q4-2014	Q3-2014	Q2-2014	Q1-2014
Gain sur cession d'actif incorporel	- \$	- \$	500 000 \$	- \$
Frais d'exploitation ⁽²⁾	1 422 027 \$	543 711 \$	659 139 \$	729 586 \$
Quote-part du résultat net dans des coentreprises	(569 503) \$	(83 377) \$	(115 203) \$	(211 775) \$
Bénéfice net (perte nette) et résultat global lié aux activités poursuivies	(1 991 530) \$	(627 088) \$	(274 342) \$	(941 361) \$
Bénéfice net (perte nette) et résultat global lié aux activités abandonnées	(222 911)	(137 075)	(314 114)	(126 507)
Résultat net et résultat global	(2 214 441) \$	(764 163) \$	(588 456) \$	(1 067 868) \$
Résultat net de base et dilué par action lié aux activités poursuivies	(0,018) \$	(0,006) \$	(0,004) \$	(0,008) \$

Les résultats trimestriels démontrent une constance dans les dépenses de la société à l'exception de :

- (1) Les frais d'exploitation pour le Q4-2015 incluent une reprise de perte de valeur pour le logiciel d'officine en pharmacie PraxisLab au montant de 1 035 619 \$.
- (2) Pour le Q4-2014, l'augmentation des frais d'exploitation est expliquée par la dépréciation de certains actifs intangibles au montant de 1 106 657 \$.
- (3) Les frais d'exploitation pour le Q2-2015 incluent une dépréciation de 816 242 \$.

FLUX DE TRÉSORERIE

	31 mai 2015	31 mai 2014	31 mai 2013
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(3 228 987) \$	(1 077 177) \$	(711 179) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(2 212 029) \$	589 941 \$	- \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	5 855 368 \$	281 333 \$	(387 711) \$
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	414 352 \$	(205 903) \$	(1 098 890) \$
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	574 273 \$	159 921 \$	365 824 \$



Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont de (3 228 987) \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015 et sont attribuables au reclassement du gain sur disposition d'actifs incorporels d'un montant de 5 990 591 \$ dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement. Pour l'exercice clos le 31 mai 2014 les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont de (1 077 177) \$ et sont en partie attribuables au reclassement d'un gain sur disposition d'actifs incorporels de 500 000 \$ dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement. Pour l'exercice clos le 31 mai 2013 les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles représentent (711 179) \$ et sont liés aux activités courantes de la société.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement se détaillent comme suit :

- Pour l'exercice clos le 31 mai 2015, les activités de financement sont en totalité regroupés sous la rubrique activités abandonnées et ont été de (2 212 029 \$) et représente le remboursement de la débenture non convertible pour 1 834 173 \$ et le remboursement du financement par Investissement Québec pour 377 856 \$.
- Pour l'exercice clos le 31 mai 2014 les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont en totalité regroupés sous la rubrique activités poursuivies et ont été de 589 941 \$ et sont composés de deux transactions. Dans un premier temps, la société a émis une nouvelle débenture en remplacement de la débenture convertible, cette transaction a généré un produit net de 212 085 \$ et le crédit d'impôt à la recherche et développement a été financé par Investissement Québec et a généré une entrée de fonds de 377 856 \$.
- Pour l'exercice clos le 31 mai 2013 les flux de trésorerie liés aux activités de financement sont inexistants car aucune activité de financement n'a eu lieu.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2015, les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement totalisent 5 855 368 \$. Un montant de (32 499) \$ est classé dans les activités poursuivies pour la capitalisation des frais de développement et un montant net de 5 890 679 \$ est classé dans les activités abandonnées pour le produit de cession du marché canadien à Telus Santé.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2014, les activités d'investissement étaient composées d'une cession d'actif incorporel pour 500 000 \$, un dividende de 33 418 \$ reçu de la coentreprise EvEMR inc. et une capitalisation des frais de développement et acquisition d'immobilisations pour (252 085) \$.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2013 les activités d'investissement étaient principalement liées à la capitalisation des frais de développement, soient : (403 745) \$ en activités poursuivies et 16 034 \$ en activités abandonnées.

La variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant de ces trois catégories d'activités a été de 414 352 \$ pour l'exercice 2015, de (205 903) \$ pour l'exercice 2014 et de (1 098 890) \$ pour l'exercice 2013. Pour les exercices clos les 31 mai 2014 et 2013, la variation nette de la trésorerie a été principalement liée aux activités opérationnelles et aux activités de développement.

LIQUIDITÉS

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par le Prescripteur ZRx, PraxisLab et le réseau de communication ZoomMed.

ARRANGEMENT HORS BILAN

Il n'y a aucun arrangement hors bilan qui a ou est susceptible d'avoir une incidence sur les résultats d'opération ou sur la situation financière de la société.



ACTIONS, BONS ET OPTIONS EN CIRCULATION AU 18 SEPTEMBRE 2015

Actions ordinaires	135 591 268
Options en vertu du régime d'options d'achat d'actions	12 830 000

INFORMATION ADDITIONNELLE ET CONTINUE

La société diffuse ses états financiers consolidés, ses rapports de gestion, ses communiqués de presse ainsi que tout autre document réglementaire, via la base de données SEDAR, à l'adresse Internet suivante www.sedar.com.

La prochaine section de ce rapport correspond à une duplication de certaines notes provenant du rapport financier concordant à la même période.

NOTE 4

ACTIVITÉS ABANDONNÉES D'UNE RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Compte tenu de la transaction du 2 septembre 2014 avec Telus Santé, la société a cédé certaines activités pour la région géographique du Canada. Dans le cadre de cette transaction, la société a conservé sa propriété intellectuelle exclusive du Prescripteur ZRx pour les États-Unis et le Royaume-Uni et Telus Santé pour sa part détient la propriété intellectuelle exclusive du Prescripteur ZRx pour le Canada.

Selon l'IFRS 5, la société doit présenter et fournir des informations qui permettent d'évaluer les effets financiers des activités abandonnées d'une région géographique.

Le résultat net lié aux activités abandonnées d'une région géographique est présenté dans l'état consolidé du résultat net et global selon le tableau ci-dessous. Certains chiffres de l'exercice 2014 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2015.

Le classement a consisté à répartir les revenus et dépenses reliés aux activités abandonnées d'une région géographique.

	2015	2014
	\$	\$
CHIFFRE D'AFFAIRES	341 860	1 738 763
FRAIS D'EXPLOITATION		
Frais de vente	344 351	537 296
Frais d'administration	350 037	502 050
Frais d'opération	174 343	519 707
Frais de développement ⁽¹⁾	65 318	353 042
Frais financiers	141 122	627 274
	1 075 171	2 539 369
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES ABANDONNÉES	(733 311)	(800 606)
Récupération d'impôt par la perte des activités ordinaires	(175 898)	-
RÉSULTAT APRÈS IMPÔTS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES ABANDONNÉES	(557 413)	(800 606)
Gain sur cession d'actifs incorporels ⁽²⁾	5 990 591	-
Impôts exigible sur cession d'actifs incorporels	(934 898)	-
GAIN NET SUR CESSION DES ACTIFS INCORPORELS	5 055 693	(800 606)
BÉNÉFICE NET (PERTE NETTE) LIÉ(E) AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES D'UNE RÉGION GÉOGRAPHIQUE	4 489 280	(800 606)

⁽¹⁾ Net des crédits d'impôts à la recherche et développement de 141 193 \$ (230 000 \$ au 31 mai 2014).

⁽²⁾ Net des frais légaux au montant de 226 309 \$.

**NOTE 5
PROVISIONS POUR CONTRATS DÉFICITAIRES**

La provision pour contrats déficitaires est liée à deux contrats provenant de la cessation d'exploitation des activités Canadiennes à Toronto. Un premier contrat lié à la sous-location en vertu du bail de Markham et un second à la location d'une imprimante multifonction. Ces contrats génèrent un manque à gagner de 30 009 \$ pour la période qui se terminera le 31 août 2017.

	Total
	\$
Perte au 2 septembre 2014	33 354
Utilisation	(3 345)
Solde au 31 mai 2015	30 009

**NOTE 6
NORMES COMPTABLES PUBLIÉES, MAIS QUI NE SONT PAS ENCORE EN VIGUEUR**

Instruments financiers

En novembre 2013, l'IASB a publié l'IFRS 9 (2013). IFRS 9, dans sa version modifiée, remplace les versions d'IFRS 9 publiées par l'IASB en octobre 2010 et en novembre 2009.

IFRS 9 est un projet en trois parties visant à remplacer l'IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation. La première partie couvre le classement et l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, et les deux autres parties couvrent la dépréciation des actifs financiers et la comptabilité de couverture. La Société devra classer les actifs financiers comme étant évalués ultérieurement soit au coût amorti soit à la juste valeur, en fonction du modèle économique que suit la Société pour la gestion des actifs financiers et des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier. L'évaluation de la plupart des passifs financiers au coût amorti est maintenue, mais lorsqu'une entité évalue un passif financier à la juste valeur, la partie des variations de la juste valeur liées au risque de crédit propre à l'entité doit être présentée dans les autres éléments du résultat global plutôt qu'au résultat net.

IFRS 9 – Instruments financiers, IFRS 7 – Instruments financiers : Informations à fournir et IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ont été révisées afin d'intégrer des modifications publiées par l'IASB en novembre 2013. Ces modifications consistent : 1) à ajouter à IFRS 9 des dispositions relatives à la comptabilité de couverture fondées sur un nouveau modèle de comptabilité de couverture, 2) à permettre à l'entité d'appliquer les dispositions en matière de comptabilité de couverture d'IAS 39 plutôt que celles d'IFRS 9 dans le cas d'une couverture de juste valeur contre le risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers; et 3) à ajouter à IFRS 7 des obligations d'information sur la stratégie de gestion des risques de l'entité et sur l'effet de la comptabilité de couverture sur ses états financiers.

La date d'entrée en vigueur obligatoire de ces normes modifiées a temporairement été supprimée tout en laissant la possibilité d'appliquer la norme de 2009, de 2010 ou de 2013 de façon anticipée. La Société entend adopter ces normes modifiées à compter de leurs dates d'entrée en vigueur, soit pour l'exercice ouvert à compter du 1er janvier 2018 selon la date tentative de l'IASB. La Société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables

IAS 16 – Immobilisations corporelles et IAS 38 – Immobilisations incorporelles ont été révisées afin d'intégrer des modifications publiées par l'IASB en mai 2014. Les modifications apportées à IAS 16 précisent que l'utilisation de modes d'amortissement fondés sur les produits n'est pas appropriée pour déterminer l'amortissement d'une immobilisation. Les modifications apportées à IAS 38 précisent qu'il est généralement présumé qu'un mode d'amortissement fondé sur les produits n'est pas approprié pour évaluer la consommation des avantages économiques intrinsèques d'une immobilisation incorporelle. Toutefois, les modifications prévoient des circonstances limitées dans lesquelles un tel mode d'amortissement peut être approprié. Les modifications s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2016. La Société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients, qui remplace l'IAS 11, Contrats de construction, l'IAS 18, Produits des activités ordinaires, l'IFRIC 13, Programmes de fidélisation de la clientèle, l'IFRIC 15, Contrats de construction de biens immobiliers, l'IFRIC 18, Transferts d'actifs provenant de clients, et la SIC-31, Produits des activités ordinaires – Opérations de troc impliquant des services de publicité.

La norme prévoit un modèle unique qui s'applique aux contrats avec des clients ainsi que deux approches de la comptabilisation des produits : à un moment donné ou au fil du temps. Le modèle proposé consiste en une analyse en cinq étapes des transactions, axée sur les contrats et visant à déterminer si les produits des activités ordinaires sont comptabilisés, quel montant est comptabilisé et à quel moment. De nouveaux seuils ont été mis en place relativement aux estimations et aux jugements, ce qui pourrait avoir une incidence sur le montant des produits comptabilisés et/ou sur le moment de leur comptabilisation.

La nouvelle norme s'applique aux contrats avec des clients. Elle ne s'applique pas aux contrats d'assurance, aux instruments financiers ou aux contrats de location, lesquels entrent dans le champ d'application d'autres IFRS. La nouvelle norme entrera en vigueur pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2018. La Société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2010-2012

Les normes qui suivent ont été révisées afin d'intégrer des modifications publiées par l'IASB en décembre 2013 :

- IFRS 2 – Paiement fondé sur des actions a été révisée concernant la clarification de la définition de « condition d'acquisition de droits ».
- IAS 16 – Immobilisations corporelles et IAS 38 – Immobilisations incorporelles ont été révisées concernant une clarification des dispositions concernant le modèle de réévaluation pour ce qui est du retraitement au prorata du cumul des amortissements.
- IAS 24 – Information relative aux parties liées a été révisée concernant une clarification des dispositions visant l'identification des transactions entre parties liées dans le cas où les services de personnes agissant à titre de principaux dirigeants sont fournis par une entité de gestion, ainsi que des obligations d'information au sujet de ces transactions.

Les modifications entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2014 seront applicables à la Société pour son exercice ouvert le 1er juin 2015. La Société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

Améliorations annuelles des IFRS – Cycle 2011-2013

Les normes qui suivent ont également été révisées afin d'intégrer des modifications publiées par l'IASB en décembre 2013 :

- IFRS 13 – Évaluation de la juste valeur a été révisée concernant la clarification du fait que l'exception relative aux portefeuilles s'applique à tous les contrats entrant dans le champ d'application d'IAS 39 – Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation ou d'IFRS 9 – Instruments financiers, que ces contrats répondent ou non à la définition d'un actif financier ou d'un passif financier.

Les modifications entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2014 seront applicables à la Société pour son exercice ouvert le 1er juin 2015. La Société étudie actuellement les effets éventuels de l'adoption de cette norme sur ses comptes consolidés.

NOTE 7

ESTIMATIONS COMPTABLES ET JUGEMENTS CRITIQUES

L'établissement d'états financiers consolidés conformément aux IFRS exige fréquemment que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ou des jugements subjectifs à propos d'événements futurs et d'autres questions ayant une incidence sur les montants portés aux états financiers, notamment l'actif, le passif, les produits, les charges et les informations connexes. Ces hypothèses, estimations et jugements sont fondés sur l'expérience, les attentes, les tendances actuelles et d'autres facteurs que la direction juge pertinents lors de la préparation des états financiers consolidés. La direction revoit régulièrement les conventions comptables, les hypothèses, les estimations et les jugements afin de s'assurer que les états financiers consolidés donnent une image fidèle de la situation financière de la société et qu'ils sont établis conformément aux IFRS.

Les estimations comptables et jugements critiques sont ceux qui présentent un risque important d'entraîner un ajustement significatif et qui se rapportent souvent à des questions ou à des résultats par nature incertains et susceptibles d'être modifiés. Par conséquent, la direction souligne le fait que les événements futurs diffèrent souvent des prévisions et des attentes et que les estimations nécessitent régulièrement des ajustements.

Selon la direction, voici les secteurs où les principales conventions comptables ont une incidence sur les estimations comptables et les jugements critiques utilisés dans l'établissement des états financiers consolidés de la société.

Durée d'utilité estimée

La direction estime la durée d'utilité des immobilisations corporelles et des actifs incorporels en fonction de la période pendant laquelle elle s'attend à pouvoir utiliser les actifs. Le montant et l'échéancier des dotations aux amortissements afférentes aux immobilisations corporelles et aux actifs incorporels pour une période donnée sont touchés par les durées d'utilité estimées. Les estimations sont révisées au moins une fois l'an et sont mises à jour si les attentes changent en raison de l'usure physique, de l'obsolescence technique et commerciale.

Actifs incorporels

Les valeurs attribuées aux actifs incorporels amortissables à durée d'utilité déterminée sont établies à partir d'estimations et d'hypothèses importantes.

Afin de déterminer si les actifs incorporels identifiables ont subi une perte de valeur après leur acquisition ou si un actif incorporel ayant subi une perte de valeur peut reprendre sa valeur comptable, la direction procède à des évaluations fondées sur des estimations comprenant notamment les flux de trésorerie futurs ajustés au risque. Les projections de flux de trésorerie sont établies d'après les prévisions de l'entité, la conjoncture et les perspectives commerciales et sont donc par nature fondées sur un jugement.

Les hypothèses utilisées dans l'évaluation des pertes de valeur pourraient être modifiées par des événements futurs, ce qui pourrait affecter significativement les résultats d'opération futurs de la société en raison d'une augmentation des pertes de valeur, ou de leur reprise, ou d'ajustements aux charges d'amortissement.

Juste valeur des options d'achat d'actions

La direction doit faire preuve de jugement pour établir la juste valeur des options d'achat d'actions, notamment en ce qui concerne le choix d'un modèle d'établissement de prix, l'estimation de la volatilité du cours de l'action et la durée prévue des instruments sous-jacents. Tout changement visant les estimations ou les données utilisées pour déterminer la juste valeur pourrait avoir une incidence significative sur les résultats d'opération ou les autres composantes des capitaux propres de la société dans le futur.

Aide gouvernementale

La société a le droit de recevoir une aide publique sous la forme de crédits d'impôt et de subventions pour la recherche et le développement. Le montant de cette aide publique est porté en réduction des dépenses correspondantes et du coût de l'actif acquis. Des crédits d'impôt sont accordés pour les dépenses de recherche et de développement admissibles, lesquelles comprennent les frais directs et indirects, ainsi qu'un montant raisonnable de frais généraux. Les subventions sont attribuées sous réserve du respect des termes et conditions des ententes connexes. L'aide gouvernementale est comptabilisée lorsqu'il existe une assurance raisonnable que la société a rempli les exigences du programme de subvention approuvé ou, pour ce qui est des crédits d'impôt, lorsqu'il existe une assurance raisonnable qu'ils seront réalisés.

Définitions des unités génératrices de trésorerie

La détermination des unités génératrices de trésorerie exige du jugement pour déterminer le niveau le plus bas pour lequel il y a des entrées de trésorerie largement indépendantes générées par le groupe d'actifs. Cette détermination pourrait avoir un impact sur les résultats des tests de dépréciation et, selon le cas, sur la charge de dépréciation comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

Contrepartie conditionnelle à recevoir

La direction estime la contrepartie conditionnelle à recevoir en fonction de la probabilité du niveau de réalisation potentiel des conditions contractuelles à respecter.

Continuité d'exploitation

L'évaluation de la capacité de la société à commercialiser sa technologie implique de porter des jugements. La situation actuelle indique l'existence d'une incertitude susceptible de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. De plus amples informations au sujet de la continuité de l'exploitation sont présentées à la note 2.

NOTE 11 REPRISE DE PERTE DE VALEUR

Méthode d'évaluation

La société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs pour déterminer la valeur d'utilité des actifs incorporels de chaque unité génératrice de trésorerie. Depuis le dernier test de dépréciation, la société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la reprise potentielle de dépréciation des actifs incorporels.

Au 31 mai 2015

Logiciel d'officine en pharmacie PraxisLab

La société a démontré que des indicateurs de marché importants ayant un effet favorable sur la valeur d'utilité et la juste valeur de l'actif incorporel PraxisLab ont été identifiés dans l'exercice et sont susceptibles de se matérialiser dans un proche avenir. Il a été démontré par des éléments probants provenant du système d'information interne que la performance économique de cet actif est supérieure à sa valeur nette actuelle après reprise de valeur. Une reprise de perte de valeur a donc été comptabilisée.

Cet actif incorporel a été déprécié lors des exercices financiers de 2014 et de 2013. Au 31 mai 2013, la société a procédé à un test de dépréciation annuel de PraxisLab et la valeur d'utilité obtenue a été estimée à 1 383 584 \$. Comme cette valeur était inférieure à sa valeur comptable de 2 001 244 \$, à pareille date, une dépréciation de 617 660 \$ a été reconnue. Au 31 mai 2014, la société a effectué à nouveau un test de dépréciation annuel pour le logiciel PraxisLab, tel que précisé dans ses méthodes comptables. La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du logiciel PraxisLab de façon significative, la nouvelle valeur établie étant inférieure à la valeur comptable de 1 106 657 \$ à pareille date, une dépréciation totale de ce montant a été reconnue suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation.

Le tableau suivant démontre la valeur nette comptable de l'actif du logiciel PraxisLab suite à la reprise de valeur.

	Propriété intellectuelle	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} juin 2014	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Acquisition	-	-	-
Solde au 31 mai 2015	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Amortissements et dépréciation cumulés			
Solde au 1 ^{er} juin 2014	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Reprise de perte de valeur	(669 187)	(366 432)	(1 035 619)
Solde au 31 mai 2015	494 615	732 865	1 227 480
Valeur nette comptable au 31 mai 2015	669 187	366 432	1 035 619

**NOTE 12
DÉPRÉCIATION D'ACTIFS**

Méthode d'évaluation

La société utilise la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs pour déterminer la valeur d'utilité de chaque unité génératrice de trésorerie. Les tests de dépréciation sont effectués au même moment chaque année soit à la fin d'un exercice financier. Depuis le dernier test de dépréciation, la société n'a pas apporté de changement à la méthode d'évaluation utilisée pour évaluer la dépréciation des actifs incorporels.

Au 31 mai 2015

Prescripteur ZRx

La société a procédé à un test de dépréciation suite à la vente des droits d'exploitation sur le marché canadien pour l'actif intangible du Prescripteur ZRx tel que précisé dans ses méthodes comptables. La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du Prescripteur ZRx.

Compte tenu de la vente des activités du marché Canadien à Telus Santé la société doit démontrer des flux de trésorerie estimatifs pour les marchés des États-Unis et du Royaume-Uni.

La société estime qu'en date du 31 mai 2015 l'avancement accompli dans la réalisation de son plan d'affaires pour les marchés internationaux ne permet pas d'évaluer avec des flux de trésorerie futurs estimatifs la juste valeur comptable du Prescripteur ZRx. Une dépréciation a donc été enregistrée. Cependant si les éléments probants contenus dans les hypothèses des flux de trésorerie futurs estimatifs sont susceptibles de se réaliser au cours des périodes du prochain exercice financier, la société effectuera une reprise de valeur.

L'impact sur la valeur de l'actif intangible du Prescripteur ZRx est le suivant :

	Propriétés intellectuelles	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} juin 2014	2 253 934	2 229 050	4 482 984
Acquisition	-	32 499	32 499
Solde au 31 mai 2015	2 253 934	2 261 549	4 515 483
Amortissement et dépréciation cumulés			
Solde au 1 ^{er} juin 2014	1 690 450	1 898 120	3 588 571
Amortissement	56 348	54 323	110 671
Dépréciation	507 136	309 106	816 242
Solde au 31 mai 2015	2 253 934	2 261 549	4 515 483
Valeur nette comptable au 31 mai 2015	-	-	-

Au 31 mai 2014

a) Actifs incorporels

Hypothèse principale - Taux d'actualisation

Les flux de trésorerie futurs estimatifs ont été actualisés à un taux de 19,5 % pour les deux unités génératrices de trésoreries, soit le taux marginal d'emprunt de la société au 31 mai 2014. L'utilisation de ce taux est la méthode la plus pertinente comme il s'agit d'actifs incorporels. Il reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à ces actifs incorporels.

Test de dépréciation

PraxisLab

En novembre 2013, un événement significatif en lien avec l'actif incorporel PraxisLab a eu lieu. La copropriété indivise de la propriété intellectuelle a été cédée à une bannière de pharmacies québécoise.

Comme cette cession ne faisait pas partie des flux de trésorerie futurs estimatifs pour cet actif, la direction juge que celui-ci n'affecte pas les flux de trésorerie futurs estimatifs du logiciel PraxisLab et que, par conséquent, la valeur recouvrable reste supérieure à la valeur comptable à cette date. Il n'y avait donc pas lieu de déprécier le logiciel PraxisLab au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2014.

Au 31 mai 2014, la société a dû revoir ses flux de trésorerie futurs estimatifs et effectuer un test de dépréciation du logiciel PraxisLab, tel que précisé dans ses méthodes comptables. La direction de la société a constaté que de nouvelles circonstances l'amenaient à reconsidérer les hypothèses menant à l'évaluation de la valeur d'utilité du logiciel PraxisLab de façon significative. Au 31 mai 2014, la société détenait une lettre d'intention de Telus Santé, émise le 6 mai 2014, concernant l'acquisition de ses actifs relatifs au marché canadien. Compte tenu du sérieux des discussions en cours, la direction a pris pour hypothèse que celle-ci se réaliserait et en a tenu compte dans ses estimations au 31 mai 2014.

Compte tenu que l'unité génératrice de trésorerie du logiciel de gestion de laboratoire en pharmacie PraxisLab est strictement réservé à l'exploitation dans un marché canadien, la société a évalué que la meilleure estimation des flux de trésorerie était nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité était nulle. Cette valeur étant inférieure à la valeur comptable de 1 106 657 \$ à pareille date, une dépréciation totale de ce montant a été reconnue suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation.

Plus précisément, il s'agit d'une dépréciation de 785 567 \$ pour sa propriété intellectuelle et 321 090 \$ pour les frais de développement capitalisés, tel que présenté au tableau suivant :

	Propriétés intellectuelles	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} juin 2013	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Acquisition	-	-	-
Solde au 31 mai 2014	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Amortissement et dépréciation cumulés			
Solde au 1 ^{er} juin 2013	261 855	617 660	879 515
Amortissement	116 380	160 547	276 927
Dépréciation	785 567	321 090	1 106 657
Solde au 31 mai 2014	1 163 802	1 099 297	2 263 099
Valeur nette comptable au 31 mai 2014	-	-	-

Prescripteur ZRx

En ce qui a trait à l'unité génératrice de trésorerie du Prescripteur ZRx, sa valeur recouvrable évaluée selon la valeur d'utilité est supérieure à la valeur comptable au 31 mai 2014. Les hypothèses utilisées pour son évaluation incluent entre autres des ventes à court terme sur le marché canadien, la concrétisation à court terme de la vente auprès de Telus Santé, et des ventes sur le marché international. La mise en œuvre du test de dépréciation amène à conclure que la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable au 31 mai 2014 et que, par conséquent, aucune dépréciation n'a été prise pour le Prescripteur ZRx à cette date.

b) Dépréciation d'actifs de la coentreprise EvEMR inc.

La co-entreprise EvEMR inc. a été initialement mise sur pied pour développer et distribuer des produits s'adressant aux professionnels en soins en santé comportementale sur le marché américain. Au 31 mai 2014, aucun plan de développement n'était en place et la société évalue que la meilleure prévision des flux de trésorerie futurs estimatifs pour EvEMR inc. est nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité est nulle. Aucun taux d'actualisation n'a à être déterminé puisque les flux de trésorerie futurs estimatifs sont nuls. Aucun plan de commercialisation n'est envisagé dans un avenir prévisible. La valeur recouvrable étant inférieure à la valeur comptable de 3 872 144 \$ à pareille date, une dépréciation totale de 3 872 144 \$ a été reconnue au résultat net et global suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation au 31 mai 2014.

La coentreprise EvEMR inc. a donc procédé à une dépréciation totale de ses actifs incorporels :

	Licence	Frais de développement	Total
	\$	\$	\$
Coût			
Solde au 1 ^{er} juin 2013	3 594 103	1 436 283	5 030 386
Acquisition	-	-	-
Solde au 31 mai 2014	3 594 103	1 436 283	5 030 386
Amortissement et dépréciation cumulés			
Solde au 1 ^{er} juin 2013	100 483	12 320	112 803
Amortissement	933 522	111 917	1 045 439
Dépréciation	2 560 098	1 312 046	3 872 144
Solde au 31 mai 2014	3 594 103	1 436 283	5 030 386
Valeur nette comptable au 31 mai 2014	-	-	-

c) Dépréciation de la participation dans la coentreprise EvEMR International

La coentreprise EvEMR International a été mise sur pied pour distribuer des produits s'adressant aux professionnels en soin de santé comportementale sur le marché international. Plus de deux ans après la mise sur pied de celle-ci, aucune activité commerciale n'a encore été générée. Au 31 mai 2014, aucun plan de développement concret n'était en place et la concrétisation de flux de trésorerie n'est pas suffisamment prévisible pour considérer que la coentreprise représente un actif pour la société. La coentreprise n'a plus l'intention, dans un avenir prévisible, de mettre sur pied une stratégie de commercialisation.

Au 31 mai 2014, la société a évalué que la meilleure prévision des flux de trésorerie futurs estimatifs pour EvEMR International était nulle et que, par conséquent, sa valeur d'utilité était nulle. Cette valeur étant inférieure à la valeur comptable de 39 510 \$ à pareille date, une dépréciation totale de 39 510 \$ a été reconnue au résultat net et global suite à la mise en œuvre de ce test de dépréciation au 31 mai 2014.

L'impact sur la valeur de la participation est le suivant :

	Total
	\$
Solde au 1 ^{er} juin 2013	-
Participation au cours de l'exercice	39 510
Dépréciation	(39 510)
Solde au 31 mai 2014	-

Au 31 mai 2015, la coentreprise EvEMR Inc. et la coentreprise EvEMR International sont inopérantes.

NOTE 13
PARTICIPATION DANS DES COENTREPRISES

a) EvEMR inc.

La coentreprise américaine EvEMR inc., basée à Washington D.C., commercialise à travers l'Amérique du Nord, un système de Dossier Médical Électronique (DMÉ) s'adressant à tous les professionnels en soins de santé comportementale.

Le 22 avril 2013, la société a conclu avec EvEMR inc., un accord de licence exclusive concernant les droits de distribution, de licence et de sous-licence du Prescripteur ZRx aux États-Unis. Cet accord a été résilié par la société au plus tard le 30 décembre 2014 en raison de nombreux défauts importants par EvEMR inc. aux termes de cet accord de licence.

La société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR inc. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR inc. sont les suivants :

	2015	2014
	\$	\$
Actif courant	-	25 654
Actif non courant	-	11 097
Total de l'actif	-	36 751
Passif courant	-	66 874
Passif non courant	-	803 290
Total du passif	-	870 164
Actif net	-	(833 413)
Quote-part du profit non réalisé à la vente d'une licence	-	(915 089)
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	-	254 191
Dividendes reçus	-	(33 418)
Quote-part de la perte nette non comptabilisée ⁽¹⁾	-	1 527 729
Participation dans une coentreprise	-	-
Total des produits	-	42 651
Total des charges	-	2 818 520
Résultat net	-	(2 775 869)
Amortissement du profit non réalisé à la vente d'une licence	-	228 772
Quote-part de la perte nette non comptabilisée ⁽¹⁾	-	1 527 729
Quote-part du résultat net dans une coentreprise	-	(1 019 368)

⁽¹⁾ La valeur de la participation de 50 % dans EvEMR inc. est nulle au 31 mai 2015 et au 31 mai 2014. La société n'a pas comptabilisé de quote-part de perte supplémentaire au-delà de sa participation, dans la mesure où elle n'a aucune obligation de combler ces pertes.

b) EvEMR International

Depuis le 23 octobre 2012, la société détient 50 % des actions participantes et 50 % des actions votantes dans la coentreprise EvEMR International qui a été mise sur pied pour la distribution des produits s'adressant aux professionnels en soins de santé comportementale à travers le monde. La date de fin d'exercice de la coentreprise est le 31 décembre.

Les montants globaux respectifs des actifs courants, actifs non courants, passifs courants, passifs non courants, produits et charges se rapportant à la participation dans EvEMR International sont les suivants :

	2015	2014
	\$	\$
Actif courant	-	65 301
Actif non courant	-	341 725
Total de l'actif	-	407 026
Passif courant	-	6 301
Passif non courant	-	361 215
Total du passif	-	367 516
Actif net	-	39 510
Dépréciation ⁽¹⁾	-	(39 510)
Participation dans une coentreprise	-	-
Total des produits	-	53 768
Total des charges	-	14 258
Résultat net	-	39 510
Quote-part du résultat net dans une coentreprise	-	39 510

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 mai 2014, la société a procédé à un test de dépréciation annuel. Le résultat de ce test n'a pas été concluant et une dépréciation pour la totalité du placement a été reconnue.

NOTE 15

DÉBENTURE NON CONVERTIBLE

Le 30 octobre 2013, la société a émis une débenture garantie pour un montant nominal de 1 664 319 \$US et une prime au prêteur de 4 607 795 actions ordinaires de capital social de la société. La débenture porte un intérêt nominal au taux de 17 % par année. Elle est remboursable par mensualités en capital de 60 000 \$ US plus intérêts à compter du 31 janvier 2014 et vient à échéance en décembre 2014. La débenture est remboursable avant terme, en tout ou en partie, par la société suivant un préavis de deux jours au prêteur. La débenture est garantie par une hypothèque sur l'universalité des biens meubles et immeubles de la société.

Le produit net tiré de l'émission de la débenture convertible a été séparé en une composante passif et une composante capitaux propres, qui représente le montant résiduel attribuable à la prime émise en capitaux propres de la société, comme le démontre le tableau suivant :

	\$
Produit brut de l'émission	1 712 085
Juste valeur de la composante passif à la date d'émission pour un instrument financier similaire non assorti d'une prime au prêteur en capitaux propres	(1 666 207)
Juste valeur de la composante capitaux propres	45 878



La composante passif de 1 666 207 \$ est mesurée à un coût amorti utilisant la méthode du taux effectif de 19,5%. La composante capitaux propres de 45 878 \$ est libellée sous la composante capital social dans les capitaux propres et a mené à l'émission de 4 607 795 actions ordinaires le 16 janvier 2014.

L'écart entre la valeur comptable de la composante passif à la date d'émission de 1 666 207 \$ et le montant présenté dans l'état consolidé de la situation financière au 31 mai 2014 de 1 783 457 \$ représente le taux d'intérêt effectif moins les intérêts dus, plus l'écart de taux de change sur conversion de la débenture à cette date. La charge d'intérêt sur cet emprunt est calculée par application d'un taux d'intérêt effectif de 19,5 %. La composante passif est évaluée au coût amorti.

En date du 3 septembre 2014, la société a entièrement remboursé la débenture non convertible existante, pour une somme en capital et intérêts totalisant 2 134 866 \$. La société a obtenu quittance complète, finale et définitive du créancier.

NOTE 16 PRÊT À COURT TERME

Le 31 octobre 2013, la société a conclu une offre de financement pour ses crédits d'impôt à la recherche et au développement, avec Investissement Québec.

Au 31 mai 2014, le financement de 377 856 \$ est réparti comme suit : un montant admissible de 308 520 \$ pour l'année financière 2013 et 69 336 \$ pour l'année financière 2014.

Le prêt porte intérêt au taux préférentiel majoré de 3 % et est garanti par une hypothèque mobilière de 1er rang d'un montant principal de 395 190 \$ et d'une hypothèque additionnelle de 79 038 \$ pour un total de 474 338 \$.

En juin 2014 le montant de 308 520 \$ a été remboursé en totalité lors de l'encaissement du crédit d'impôt de 417 723 \$, crédit de l'exercice financier 2013 et le montant de 69 336 \$ a été remboursé en totalité en février 2015 à l'encaissement du crédit d'impôt de 316 135 \$ de l'exercice financier 2014.

NOTE 20 RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS

Les actionnaires de la société ont adopté une résolution approuvant le régime d'options d'achat d'actions variable de 10 % lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire tenue le 28 novembre 2014. Le régime d'options d'achat d'actions prévoit que les modalités et conditions des options et le prix de levée des options seront déterminés par les administrateurs sous réserve des restrictions de prix et autres exigences imposées par la Bourse. L'attribution d'options d'achat d'actions octroyées par le régime ne peut excéder une période de cinq ans et le prix d'exercice doit être acquitté en entier avant l'émission des actions.

Le tableau suivant dresse un sommaire de l'évolution de la situation du régime pour les exercices clos le 31 mai 2015 et le 31 mai 2014 :

	Options	Prix de levée moyen pondéré
		\$
Solde au 1 ^{er} juin 2013	12 837 500	0,15
Annulées	(4 745 000)	0,17
Solde au 31 mai 2014	8 092 500	0,14
Octroyées	7 600 000	0,05
Annulées	(2 312 500)	0,15
Solde au 31 mai 2015	13 380 000	0,09



Les tableaux suivants résument les renseignements sur les options d'achat d'actions aux exercices clos le 31 mai 2015 et le 31 mai 2014 :

a) Au 31 mai 2015

Nombre	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$	\$		\$
1 435 000	7	0,20	0,12	1 435 000	0,20
1 845 000	18	0,15	0,05	1 845 000	0,15
2 500 000	26	0,10	0,04	2 500 000	0,10
7 600 000	56	0,05	0,01	7 600 000	0,05
13 380 000	40	0,09	0,03	13 380 000	0,09

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2015

En janvier 2015, la société a octroyé 7 600 000 options d'achat d'actions permettant à leurs détenteurs d'acquérir 7 600 000 actions ordinaires à un prix d'exercice de 0,05 \$ l'action pour une période de cinq ans.

La juste valeur des options octroyées au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015 a été estimée à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation d'options de Black & Scholes en fonction des hypothèses suivantes :

Date	19 janvier 2015
Quantité	7 600 000
Valeur de l'action	0,01 \$
Rendement prévu de l'action	Néant
Volatilité prévue	171 %
Taux d'intérêt sans risque	1,07 %
Durée prévue	60 mois

Le coût de rémunération à base d'actions pour le régime représente une charge non récurrente de 66 880 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2015.

b) Au 31 mai 2014

Nombre	Options en circulation			Options pouvant être levées	
	Durée d'exercice résiduelle moyenne pondérée (en mois)	Prix de levée moyen pondéré	Juste valeur moyenne pondérée	Nombre	Prix de levée moyen pondéré
		\$	\$		\$
100 000	3	0,32	0,14	100 000	0,32
1 915 000	19	0,20	0,12	1 915 000	0,20
17 500	19	0,20	0,12	17 500	0,20
2 865 000	30	0,15	0,05	2 865 000	0,15
3 195 000	38	0,10	0,04	3 195 000	0,10
8 092 500	30	0,14	0,06	8 092 500	0,14

Transaction de l'exercice clos le 31 mai 2014

Aucune transaction n'a eu lieu au cours de l'exercice clos le 31 mai 2014.

**NOTE 22
JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS**

	2015		2014	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable
	\$	\$	\$	\$
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	574 273	574 273	159 921	159 921
Prêts et créances	207 184	207 184	38 202	38 202
Passifs financiers				
Autres passifs	84 693	84 693	286 187	286 187
Prêt court terme	-	-	377 856	377 856
Débeture non convertible	-	-	1 783 457	1 783 457

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des prêts et créances et des autres passifs correspond approximativement à leur valeur comptable du fait que ces instruments financiers ont des échéances relativement brèves.

La société répartit ses actifs et passifs financiers évalués à la juste valeur selon une hiérarchie qui se compose de trois niveaux et qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser leur évaluation. La hiérarchie des évaluations à la juste valeur se compose des niveaux suivants :

Niveau 1 – Les prix cotés non ajustés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques. Un marché actif pour un actif ou un passif est un marché dans lequel les transactions pour un actif ou un passif surviennent avec une fréquence et un volume suffisant pour fournir de l'information sur les prix sur une base continue.

Niveau 2 – Les données d'entrée observables, autres que les prix cotés visés au niveau 1, tels que les prix cotés pour des actifs ou des passifs similaires; les prix cotés sur des marchés qui ne sont pas des actifs, ou d'autres données d'entrée qui sont observables ou qui peuvent être corroborés par des données de marché observables pour la presque totalité de la durée de vie des actifs ou des passifs.

Niveau 3 – Les données d'entrée qui sont fondées sur très peu de données de marché ou qui ne sont fondées sur aucune donnée de marché et qui sont importantes pour établir la juste valeur des actifs ou des passifs.

Au 31 mai 2015 et au 31 mai 2014, les seuls instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière sont composés de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et ils ont tous été classés au niveau 1.

**NOTE 23
RISQUES ET INCERTITUDES**

La société, par le biais de ses instruments financiers, est exposée à divers risques sans pour autant être exposée à des concentrations de risque. La société est principalement exposée au risque de crédit, au risque de taux d'intérêt, au risque de marché, au risque de liquidité et au risque de personnel clé.

a) Risques associés aux instruments financiers

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte financière pour la société si un débiteur manque à son obligation. Ce risque provient principalement du crédit que la société consent à ses clients dans le cours normal de ses activités.

Des évaluations de crédit sont effectuées de façon continue et l'état consolidé de la situation financière tient compte d'une provision pour mauvaises créances. Aucune évaluation qualitative n'a été faite, la direction ayant évalué que le risque de crédit n'était pas significatif.

Risque de change

Le risque de change correspond au risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des devises. Dans le cours normal de ses opérations, la société est exposée au risque lié aux variations de taux de change du dollar américain.

Au 31 mai 2015, la société détient les soldes suivants en dollar américain converti : l'encaisse de 59 \$ (88 \$ au 31 mai 2014). Aucune analyse de sensibilité n'a été effectuée en raison du caractère non significatif des soldes libellés en devise étrangère.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt est présent en période de fluctuation des taux et lorsque des écarts sont prévus dans l'appariement des flux monétaires entre les actifs et les passifs.

La société n'a pas de dette qui porte intérêts à des taux variables. De plus, elle investit en partie ses liquidités, à taux garanti, dans des instruments financiers. Ces instruments financiers constituent un risque minimum pour la société.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité représente le risque que la société éprouve des difficultés à s'acquitter de ses obligations liées aux passifs financiers. La société est exposée à ce risque principalement en regard de ses créiteurs, de sa dette non convertible et de son prêt court terme.

Pour répondre à ses besoins en capitaux, la société peut envisager des ententes de collaboration ainsi que des financements supplémentaires, publics ou privés pour les affecter à une partie ou à la totalité de programmes particuliers de développement de produits. Les financements privés pourraient comprendre des emprunts et l'émission d'autres titres de participation, ce qui pourrait donner lieu à une dilution pour les actionnaires. Rien ne garantit qu'elle obtienne des fonds supplémentaires. La société gère ce risque en établissant des prévisions de trésorerie détaillées ainsi que des plans opérationnels et stratégiques à long terme. Selon ces prévisions, la majorité des liquidités nécessaires pour les activités d'exploitation proviendront des revenus générés par l'exploitation du Prescripteur ZRx sur le marché américain et la vente de propriété intellectuelle du PraxisLab.

b) Autres risques

Risque du marché

Les rendements futurs de la société dépendent du maintien de la popularité de ses produits existants et de sa capacité à développer et à introduire sur les marchés visés des produits en mesure d'être acceptés et de satisfaire les préférences des clients. La popularité de n'importe quel produit peut être affectée selon les changements dans les préférences des clients ou par l'introduction de nouveaux produits concurrentiels, sur les marchés visés. Le développement de nouveaux systèmes et la distribution de ceux-ci dans les marchés visés exigent des investissements importants.

Les performances liées à la réalisation de la contrepartie conditionnelle à recevoir peuvent varier selon des changements de préférences des clients.

Risque du personnel clé

Le recrutement et la rétention de personnel qualifié sont essentiels à la réussite de la société. Elle est d'avis qu'elle a réussi à recruter de l'excellent personnel pour l'aider à atteindre ses objectifs, mais avec la croissance de ses activités, il est possible qu'elle ait besoin de personnel clé additionnel dans les domaines administratifs, de la recherche et développement, ainsi que de la mise en marché. Bien que la société croie qu'elle pourra attirer et retenir du personnel qualifié, il n'existe aucune garantie à cet effet.



NOTE 26 PARTIES LIÉES

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont les personnes ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de la société, y compris les administrateurs et certains cadres. Les principaux dirigeants participent au régime d'options d'achat d'actions.

Pour l'exercice clos le 31 mai 2015, la rémunération de base des principaux dirigeants totalise 541 346 \$, une somme de 76 981 \$ a été versée à titre de bonus et un ajustement de 94 690 \$ suite à la clôture de la transaction du 2 septembre 2014 avec Telus Santé. Pour la même période close le 31 mai 2014 la rémunération de base a été de 358 000 \$.

De plus, le 19 janvier 2015, 4 900 000 options d'achat d'actions à un prix d'exercice de 0,05 \$ pour une période de 5 ans ont été octroyées aux principaux dirigeants ainsi qu'aux administrateurs non dirigeants et représentent un coût de rémunération à base d'actions de 43 120 \$.

Opérations entre sociétés liées

Un administrateur de la société est associé d'un cabinet d'avocats qui agit à titre de conseiller juridique de la société. Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2015 un montant de 249 405 \$ (54 248 \$ pour l'exercice clos le 31 mai 2014) a été versé au cabinet d'avocats, dont 43 968 \$ est inclus dans les fournisseurs et charges à payer au 31 mai 2015 (57 006 \$ au 31 mai 2014).

Un administrateur de la société a reçu une compensation de 10 000 \$ à titre de prime pour services rendus.

Les fournisseurs et charges à payer incluent également une somme de 5 213 \$ (15 493 \$ au 31 mai 2014) due à des administrateurs, sans modalités de remboursement ni intérêts.

Au cours de l'exercice clos le 31 mai 2014, la société a reçu d'une coentreprise 33 418 \$ à titre de dividendes.

Termes et conditions des opérations entre parties liées

Les soldes à la fin de la période sont non garantis et sans intérêts, le règlement se fait au comptant. Il n'y a pas eu de garanties fournies ou reçues pour aucun recevable ou payable entre les parties liées. Pour les exercices clos les 31 mai 2015 et 2014, la société n'a comptabilisé aucune dépréciation à l'égard des recevables dus par des parties liées. Cette évaluation est faite à chaque période financière en examinant l'état financier de la partie liée et le marché dans lequel la partie liée exerce ses activités. Ces transactions ont été réalisées selon des modalités équivalentes à celles qui prévalent dans le cas de transactions soumises à des conditions de concurrence normale.

NOTE 27 CHIFFRES DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Certains chiffres de l'exercice 2014 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2015. Le classement a consisté à répartir les revenus et dépenses reliés aux activités abandonnées d'une région géographique tel que détaillé à la note 4.

NOTE 28 ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLOTURE

Prêt à long terme

Compte-tenu que la société déménagera son siège social en décembre 2015, la société a conclu le 14 juillet 2015, une offre de financement pour des améliorations locatives et l'acquisition d'équipements de bureau pour un montant de 170 000 \$ avec Investissement Québec. Le déboursement du prêt se fera vers la fin novembre 2015, une fois les améliorations locatives complétées. Le prêt portera intérêt au taux préférentiel majoré de 2,5 % l'an. Le terme du prêt est de trente-six mois et prévoit un moratoire en capital de six-mois suivant le déboursement du prêt. Selon les termes du nouveau bail, une allocation pour des améliorations locatives d'un montant de 86 250 \$ sera remboursée par le nouveau locateur sur une période de 10 ans.